Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Les-Zapatistes-changent-de-strategie

Les Zapatistes changent de stratégie

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : vendredi 29 août 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Sally Burch
ALAI-AMLATINA, 14 août 2003

À minuit, ce samedi 9 août 2003, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN, sigles en espagnol) a décrété la naissance des « conseils de bon gouvernement » (Juntas de Buen Gobierno) dans les cinq zones territoriales sous son contrôle, appelées « caracoles ». Elle a parallèlement annoncé la disparition des « aguascalientes », des centres d'expansion politique et culturelle créés le 8 août 1994, quelques mois après la première apparition publique de l'EZLN.

Par cette initiative, le mouvement zapatiste fait à nouveau irruption sur la scène politique mexicaine, mettant en pratique, sans demander l'autorisation à personne, les Accords de San Andrés signés avec le gouvernement fédéral en 1996. Ces derniers reconnaissent la libre détermination et l'autonomie des peuples indigènes, ainsi que leurs propres formes d'élection de leurs autorités. L'application de ces accords a constamment été évitée par les autorités gouvernementales.

Lors d'une cérémonie dans la communauté de Oventic -un des cinq caracoles, avec Morelia, La Garrucha, La Realidad et Roberto Barrios-, le commandant Javier, membre du Comité clandestin révolutionnaire indigène, officialisa l'événement devant quelque 20 mille personnes et les représentants des 33 municipalités autonomes du Chiapas.

La création des caracoles signifie la fin de l'exercice du pouvoir de l'EZLN sur les communautés. Le contrôle passe désormais aux civils indigènes élus par leur communauté. Ces instances coexisteront en parallèle avec les municipalités formées constitutionnellement, mais agiront indépendamment du gouvernement de l'État du Chiapas. Des « impôts fraternels » (impuestos hermanos) seront prélevés et répartis de manière équitable.

La réponse gouvernementale

La réponse du gouvernement fédéral a été conciliatrice, reconnaissant notamment que les « conseils de bon gouvernement » pourraient être compatibles avec la Constitution. Il a qualifié positivement le fait que l'EZLN promeuve au sein de ses communautés sympathisantes « une nouvelle forme d'organisation politique, en démilitarisant sa structure ». Par un « appel respectueux », le gouvernement a invité l'EZLN à reprendre le dialogue afin d'avancer dans la construction d'une paix juste et digne. Et d'ajouter qu'il « évaluera les signaux émis par l'armée zapatiste, considérant que cela puisse être la base pour rechercher des mécanismes rétablissant le processus de négociation ».

L'attitude du gouvernement a été interprétée comme une tentative d'amoindrir le coût politique d'un événement qu'il a été incapable d'empêcher. D'aucuns l'accusent de favoriser le chaos et le démembrement du pays. Mais de nombreuses voix ont accueilli favorablement l'événement et le reconnaissent comme inévitable après le rejet par le Congrès national et la Cour suprême de justice de l'essence des propositions indigènes pour la réforme constitutionnelle de 2001.

Magdalena Gómez, vice-présidente de l'Académie mexicaine des droits de l'Homme, a affirmé que les nouvelles formes de gouvernement zapatiste ont leur fondement au niveau du droit international, notamment dans la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Les représentants du Congrès national indigène (CNI), qui participèrent à l'inauguration des caracoles et des «

Copyright © El Correo

conseils de bon gouvernement », ont annoncé qu'ils se joignent à l'initiative de promouvoir l'autonomie indigène dans tout le pays et, de cette manière, à la mise en application, dans la pratique, des droits des peuples indiens.

Dans un communiqué, les délégations indigènes ont affirmé qu' « avec l'appel de nos frères de l'EZLN, une période de renforcement et d'approfondissement de nos processus d'autonomie indigène a commencé dans les différents domaines et aux différents niveaux ». De son côté, la commission de suivi du CNI a manifesté qu'avec le processus qui s'ouvre, « nous pourrons donner plus de vie à nos peuples et freiner les mécanismes néocoloniaux qui prétendent nous soumettre à leurs desseins. Aujourd'hui, la résistance ancestrale de nos peuples prend du sens et devra transiter vers leur reconstitution intégrale avec l'exercice pratique de l'autonomie ». La commission ajoute qu'il s'agit d'« une importante contribution à la défense de la souveraineté nationale qui, jour après jour, est cédée par l'État, dans la pratique et légalement, à des intérêts de la globalisation néolibérale ».

Le Plan La Realidad-Tijuana

Le Sous-commandant Marcos était le grand absent des cérémonies. Il s'adressa cependant à la population par un message préenregistré, transmis le 9 août à l'occasion du programme de lancement de Radio Insurgente : « La voix des sans voix ». Marcos anticipa l'apparition de nouveaux caracoles dans le pays et dans le monde, maintenant que « nous, les Zapatistes, nous faisons un pied de nez au gouvernement ». Il affirma que « l'armée zapatiste ne peut être la voix de ceux qui commandent, même s'ils le font bien et en obéissant. L'EZLN est la voix de ceux d'en bas ». Il garantit que les forces zapatistes maintiendront leurs positions, « prêtes à défendre les peuples ».

Lors des célébrations, la commandante Esther de l'EZLN appela les peuples indigènes du Mexique à défendre leur droit à être Mexicains. « Nous ne pouvons cesser d'être Indiens pour être reconnus en tant que Mexicains », dit-elle.

Le commandant David, de son côté,et au nom du Comité clandestin révolutionnaire indigène de l'EZLN, s'adressa aux non indigènes et non zapatistes de la région : « Il n'est pas nécessaire d'être zapatiste pour que les « conseils de bon gouvernement » des municipalités autonomes vous prêtent attention et vous respectent. Tout membre d'une communauté a le droit d'être entendu », souligna-il.

L'EZLN a convoqué la population à soutenir le Plan dit de La Realidad-Tijuana, qui naît comme une « réponse aux plans que la classe politique prétend mettre en oeuvre dans le pays » (allusion au Plan Puebla-Panamá).

Ce plan comprend sept accords et sept requêtes. Parmi les accords proposés, on trouve le respect de l'autonomie et l'indépendance des organisations sociales ; la promotion de formes d'autogouvernement et d'autogestion sur tout le territoire national, et l'appel à la rébellion et à la résistance civile et pacifique face aux dispositions du « mal gobierno » (mauvais gouvernement) et des partis politiques.

Ce plan propose également la formation d' « un réseau de commerce de base » entre les communautés et la promotion de « la consommation des produits de base dans les commerces locaux et nationaux ». Il appelle aussi à « former un réseau d'information et culturel » pour exiger des médias une information véritable et équilibrée et organiser la défense et la promotion de la culture locale et des arts et sciences universels.

Les sept requêtes du plan englobent la défense de la propriété communautaire (ejidal) et communale de la terre et la protection et la défense des ressources naturelles ; un travail digne et un salaire juste pour tous ; un logement digne ; une santé publique gratuite ; une alimentation et des vêtements pour tous ; ainsi qu'une éducation laïque et gratuite pour les enfants et les adolescents ; le respect de la dignité de la femme, des enfants et des personnes âgées.

Copyright © El Correo

Les Zapatistes ont confirmé leur participation aux journées mondiales contre la réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en septembre.

© COPYLEFT Agencia Latinoamericana de Información - ALAI 2003.